



## Diplomatie américaine : la nouvelle approche d'Obama

Joe Biden, le vice-président américain participait ce week-end à la 45e conférence sur la sécurité à Munich. Il a prononcé un important discours sur la nouvelle orientation de la politique étrangère des États-Unis. Joe Biden, homme d'expérience en matière de la politique étrangère, ne s'est pas contenté de réaffirmer le nouveau ton prôné par Barack Obama, en rupture avec l'administration précédente. Il a esquissé ce que serait la diplomatie américaine.

Le maître mot de cette nouvelle approche est le dialogue, voire le multilatéralisme. Le l'unilatéralisme de George Bush cachait mal la volonté des États-Unis de dominer et de civiliser le monde. La nouvelle administration américaine reconnaît volontiers que les États-Unis, aussi puissants soient-ils, ne peuvent affronter seuls les différents défis auxquels le monde fait face : l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique, la paix, le désarmement, la lutte contre le terrorisme, la non prolifération, la coopération internationale en matière développement du sud... Bref, il s'agit de partager le fardeau du monde entre pays civilisés – c'est une vision discutable mais supportable.

Soulignant d'abord la volonté affichée à un dialogue avec la Russie, y compris sur le délicat dossier du bouclier antimissiles en Europe de l'Est. Ce dialogue, selon Joe Biden, peut se transformer en coopération entre Washington et Moscou dans de nombreuses zones de conflit, sur le dossier nucléaire iranien par exemple. Sur l'Iran, le vice-président américain a confirmé ce qu'on savait de l'intention du président Barack Obama : un dialogue direct et des négociations avec l'Iran après trois décennies de rupture entre les deux pays. Cependant, le fond de la politique américaine vis-à-vis de l'Iran n'a pas changé. Pour George Bush, des négociations et *a priori* une normalisation avec Téhéran n'est possible que si la République islamique renonçait à son ambition de se doter de l'arme nucléaire et de soutenir le terrorisme. Pour la nouvelle administration, ces deux exigences restent un objectif et non des conditions du dialogue.

Sur l'Afghanistan on peut constater une approche radicalement différente, non seulement par rapport aux années Bush mais aussi par rapport aux déclarations de Barack Obama alors candidat à la présidence. On assiste à l'ébauche d'une véritable stratégie d'ensemble en Afghanistan qui, d'une part accorde une importance égale au volet civil (politique et économique) et aux actions militaires et, d'autre part s'efforce d'impliquer les pays de la région, y compris l'Iran, dans

la recherche d'une solution en Afghanistan. Cette recherche passe évidemment par l'implication du Pakistan, sans lequel il n'y aura jamais une paix durable en Afghanistan. La reconnaissance de cette réalité par la nouvelle administration est du simple bon sens.

Cette nouvelle approche de la politique étrangère impose aux Européens un devoir de réflexion sur ce qu'est aujourd'hui le multilatéralisme. S'agit-il d'un partenariat dans lequel une partie sous-traite certaines missions à l'autre ? Ou s'agit-il d'une véritable «coopération renforcée» entre les États-Unis et l'Europe. S'il s'agit d'une volonté d'écoute, il faudra donc que les Européens aient quelque chose à dire, et ils devront faire les choix. Leur parole sera-t-elle le plus petit commun dénominateur de 27 politiques étrangères nationales ou alors une diplomatie communautaire, celle de la première puissance économique du monde ?

Dans cette coopération, il y a donc l'idée que les Américains et les Européens construisent avec d'autres une nouvelle relation. Elle signifie que si la contribution américaine change, celle des Européens devrait aussi changer d'ampleur. Cela concerne la France, notamment sur la question du retour intégral au sein de l'OTAN décidé par Sarkozy sous l'administration Bush, mais dont on peine à comprendre les raisons – au-delà de la volonté pour monsieur Sarkozy d'être le premier de la classe transatlantique.

Malgré cette allégeance, on peut déjà observer que Sarkozy est victime collatérale de la nouvelle doctrine diplomatique américaine.

Il pensait trouver un peu d'espace pour sa diplomatie sous parapluie américain. Il allait jusqu'à se faire «ami/ami» avec le plus bushiste des Européens, organisateur de la Conférence des Açores avant l'intervention américaine en Irak, Manuel Barroso.

Bref, Sarkozy a tout lâché à Bush : Afghanistan, OTAN, Russie, Chine. Et il se trouve fort dépourvu, face à Barack Obama qu'il n'a non seulement pas vu venir, mais qui tourne la page des néo-conservateurs américains dans le monde occidental. En un mot, Sarkozy n'a pas de rapport de force. Et comme il a abîmé l'axe franco-Allemand et agacé Gordon Brown en se déclarant père de la relance mondiale, il peut difficilement construire un axe viable et crédible qui interpelle les Américains. Voilà notre nouveau maître du monde contraint de jouer les utilités. Ce qui a le don de l'irriter.

## Les ministres étaient à Davos, les socialistes à Belém !

1- Plus de 130.000 participants, des centaines d'ONG, 5800 associations de toutes natures, (dont beaucoup animées par des militants chrétiens), de nombreux syndicalistes rassemblés dans la Confédération syndicale internationale (CSI). Un millier d'élus locaux participant au Forum des autorités locales (FAL), des députés participant au Forum des parlementaires: le 8ème Forum social mondial a mis en évidence la vitalité du mouvement altermondialiste\*. Ceux qui tablaient sur son déclin et sur sa marginalisation se sont trompés. L'effondrement de l'idéologie et des politiques néolibérales, dans la foulée de la crise, ouvre au mouvement altermondialiste de nouvelles perspectives et lui donne un second souffle.

2- Ce mouvement n'a pas -et ne peut pas avoir- un programme et une stratégie politiques. Il rassemble des organisations très hétérogènes, mais qui toutes agissent dans une même direction : faire passer, chacune sur son terrain, la défense des droits humains avant les exigences du libre commerce et de la libre circulation des capitaux : droits des travailleurs à un travail décent et à l'organisation syndicale; droit à la santé, à la scolarisation des enfants, à l'autonomie et à la sécurité alimentaire, à un environnement sain et préservé; droit pour chaque peuple de défendre sa culture et ses créateurs. Toutes sont habitées par le refus de l'idéologie néolibérale et des politiques qu'elle inspire.

3- Les socialistes ont été présents et actifs à tous les Forum sociaux depuis le premier, en janvier 2001, à Porto Alegre. A Belém, nous avons animé les débats dans les ateliers du Forum des Syndicalistes (Henri Weber, Kader Arif, Françoise Castex), dans celui consacré à «Sciences et Démocratie» (Bertrand Monthubert), dans le Forum des Autorités locales (Gilbert Roger).

Avec le PSE, conduit par Josep Borrell, président du Parlement européen de 2004 à 2006, nous avons reçu les représentants des ONG et des associations, dans la soirée du 30 janvier. Nous avons rencontré les dirigeants du Parti du travail : Marc Aurelio Garcia (conseiller du président Lula pour les questions internationales); Luis Dulci, ministre, secrétaire général de la Présidence; Valter Pomar, secrétaire national du PT, chargé de l'International. Un rapport sur le PT et les partis de «l'arc bolivarien», dont les chefs de gouvernement se sont exprimés à Belém, suit.

4- Dans leur combat pour substituer une autre mondialisation- maîtrisée et solidaire- à la mondialisation libérale, les socialistes peuvent et doivent s'appuyer sur trois forces :

- le mouvement altermondialiste fort de milliers d'associations actives, chacune à sa manière et sur son segment, au niveau national et international.

- le mouvement syndical et la Confédération syndicale mondiale, qui orchestre la campagne mondiale pour un « Travail décent » et contre « l'Economie casino ».

- le mouvement écologique qui agit contre le réchauffement climatique, les atteintes portées à l'environnement et à la biodiversité et pour un développement durable...

5- La gauche politique, et en premier lieu sa force principale, les partis socialistes, doivent prendre appui sur ces mouvements sociaux pour imposer progressivement de nouvelles règles à l'économie mondiale et pour édifier les organisations internationales capables de les faire appliquer.

Cette bataille est déjà engagée, mais ses résultats sont encore modestes : médicaments génériques à faibles coûts imposés aux trusts pharmaceutiques dans les pays du Sud; règlement Reach sur les produits chimiques, et directives européennes dites «Paquet climat 4x20»; accord commerciaux conditionnés au respect des droits élémentaires des travailleurs, dans le cadre de la lutte pour un «travail décent». Il en faut beaucoup plus pour inverser la «hiérarchie des normes», comme nous le voulons et substituer le juste échange au libre échange.

Raison de plus pour continuer et amplifier ce combat !

**Henri Weber**

\* 142 pays participants. 491 organisations européennes qui formaient la plus grosse délégation continentale après celle de l'Amérique latine. 133 000 personnes, soit la plus grosse participation depuis Porto Alegre, à la création du FSM en 2001. 2300 ateliers autour de dizaines de thèmes : économie solidaire et durable, post capitalisme, environnement, etc.

### Rencontres :

Jean-Christophe Cambadélis a rencontré Reinhard Schäfers, Ambassadeur d'Allemagne et Pilar Armanet, Ambassadrice du Chili.

Il y a eu également un entretien avec Angelika Schwall-Düren, Vice-présidente du groupe parlementaire (SPD), chargée des affaires européennes.

## Quand Nicolas Sarkozy est grossier avec les dirigeants européens...

Il est loin le temps où Pierre le Grand obligeait les ambassadeurs des puissances européennes, lors des banquets officiels, à relever les défis qu'il leur jetait en termes de consommation de vodka ! Il les menaçait alors sans craindre de crise diplomatique...

Nicolas Sarkozy ne boît pas en principe, mais il flirte régulièrement avec les crises diplomatiques. Il a récemment multiplié les déclarations désobligeantes à l'égard de plusieurs pays de l'Union. Ces propos, par temps de crise font craindre la tentation d'un retour au protectionnisme au sein même de l'Union - même si les textes ne le permettent pas.

Les Tchèques parlent même de « déconstruction de l'Union européenne » dans les propos du Président français..

Celui-ci s'était opposé à ce que de nouvelles « s'installe en Tchéquie ou ailleurs ».

## Brèves :

**Congrès du PvdA :** Le congrès du Parti du travail (PvdA), notre parti frère aux Pays-Bas a lieu les 14 et 15 mars prochain à Utrecht. Lors de ce congrès, le parti adoptera une position sur l'intégration, débat brûlant aux Pays-Bas, son manifeste pour les élections européennes ainsi que la liste de ses candidats.

Le Parti du travail (PvdA) est la deuxième force politique pays. Il est dirigé par Wouter Bos (46 ans). C'est la deuxième force politique du pays. Il regroupe des socialistes, des libéraux de gauche et des protestants progressistes.

Il a environ 60 000 adhérents pour un pays de 16 400 000 habitants. Il est traditionnellement fort dans le nord du pays et dans les principales villes du pays.

Aujourd'hui il participe à une grande coalition avec le parti de droite CDA et il détient six postes ministériels sur seize.

Au Parlement, il dispose de 33 sièges sur 150 et de 7 députés européens sur les 27 Néerlandais.

Au plan local, le PvdA a gagné les dernières élections municipales, et désormais, il détient 122 des 414 mairies du royaume, dont la mairie d'Amsterdam avec 20 sièges sur 45. La majorité est une alliance avec les Verts. Le bourgmestre est Job Cohen.

*« Je veux qu'on arrête les délocalisations et que si possible on relocalise. [...] Les dirigeants des grands groupes me disent 'ce sont des gens compétents et honnêtes, des industriels', ils me disent 'vous comprenez, pour construire la même voiture en Tchéquie - l'Union européenne - et en France, c'est mille euros de différence' ».*

Nicolas Sarkozy, qui ne voulait pas lâcher la présidence l'Union européenne au second semestre de 2008, avait imaginé un regroupement des grands pays. Or, il a à nouveau proposé de réunir l'Eurogroupe, dont ne fait pas partie la République tchèque.

Les Britanniques n'ont pas été épargnés par l'arrogance du Président français. Lors de la même émission de télévision, il a déclaré : « *Quand on voit la situation au Royaume-Uni et la situation aux États-Unis, on n'a pas envie de leur ressembler.* »

En revanche, aucun des « paradis fiscaux » pointés du doigt jeudi par Nicolas Sarkozy n'a officiellement réagi.

Rotterdam, la ville la plus peuplée a pour bourgmestre le secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'emploi, Ahmed Aboutaleb.

**Les sociaux-démocrates tchèques entament une tournée contre la crise :** le Parti social-démocrate tchèque (CSSD), dans le cadre de la campagne du PSE pour les élections européennes et à la veille du congrès du Parti qui doit débiter le 14 février à Prague. A l'occasion du congrès, ils publieront le Manifeste du PSE et désigneront leurs candidats pour les élections européennes. Dans l'actuelle délégation tchèque au Parlement européen, il n'y a que deux sociaux-démocrates. L'objectif de Jiri Paroubek, le leader du CSSD est d'avoir dix députés européens.

**Grèce - Le PASOK toujours en tête des intentions de vote :** quelques semaines après les émeutes, et malgré le remaniement, la Nouvelle démocratie, le parti conservateur au pouvoir est toujours devancée dans trois sondages publiés dimanche.

Le PASOK recueillerait 32,4% contre 28,9% pour la ND, 7,7% pour le PC, 7,3% pour l'extrême gauche, 4,2% pour l'extrême droite et 3,3% pour les Verts. Pour les européennes de juin le PASOK les gagnerait avec 29,8% contre 27,7 pour la ND 27,7%. Une majorité de Grecs souhaite toujours un retour rapide aux urnes.

## La social-démocratie au pouvoir en Islande

La terre de glace virerait-elle au rouge ? Depuis le 1er février, l'île nordique est gouvernée par une coalition de gauche après la chute de la coalition de centre droit. Le pays a été touché de plein fouet par la crise financière et depuis, c'est une femme, une première, Jóhanna Sigurðardóttir, qui dirige ce petit pays de 320 000 habitants.

La nouvelle chef du gouvernement a d'abord affirmé son intention de changer la direction de la banque centrale de l'île dont le directeur symbolise la faillite du pays.

Jóhanna Sigurðardóttir a affirmé que l'une de ses premières actions serait de «changer la direction de la banque centrale» de l'île nordique. Le gouverneur de la Banque d'Islande, l'ancien Premier ministre David Oddsson, est détesté par un grand nombre de ses concitoyens qui accusent les autorités d'avoir provoqué la faillite du pays en ne soutenant pas les banques en difficultés et la monnaie.

L'ancienne hôtesse de l'air et syndicaliste âgée de 66 ans, était ministre des Affaires sociales dans le gouvernement sortant. Elle a formé une équipe strictement paritaire et c'est la première dirigeante politique islandaise à avoir affiché son homosexualité.

La nouvelle coalition au pouvoir réunit l'Alliance social-démocrate - Samfylkingin, qui est membre de l'IS et observateur au PSE) et le parti Gauche-Verts membre de l'Alliance verte nordique. Elle restera en fonction

## Crise économique : nouvelle politique économique aux États-Unis ?



Y aurait-il, pour redresser l'économie américaine, une NEP, une nouvelle politique économique comme en URSS au début des années 1920 ? C'est ce qu'on peut se demander à la lecture du numéro de Newsweek de cette semaine. L'hebdomadaire américain titre « *Nous sommes tous socialistes maintenant* » et il présente une série d'analyses qui montrent

jusqu'aux élections législatives anticipées prévues pour le 25 avril.

La particularité de l'Islande résulte dans le fait que c'est le seul pays nordique où la social-démocratie ne soit pas électoralement ou historiquement hégémonique. Le parti dominant de l'île est le parti de l'Indépendance, un parti conservateur qui recueille régulièrement 30 % des voix et qui a gouverné le pays pendant près de soixante ans.

Son plus grand revers fut la perte de la mairie de Reykjavík au profit du Parti des femmes, une scission «temporaire» dans le mouvement social-démocrate.

L'Alliance social-démocrate est l'héritière du parti socialiste islandais, fondé en 1916 et qui représentait traditionnellement moins de 20 % de l'électorat. Désormais alliance de partis de gauche, elle a évolué d'une hostilité à l'intégration dans l'UE à une volonté si forte de rejoindre l'UE que désormais, il propose un changement de constitution pour y parvenir, au lendemain des élections. Samfylkingin a connu plusieurs scissions, notamment à cause de la participation à un gouvernement dans une coalition avec un parti de droite. Le parti a été hostile à l'OTAN et l'aile hostile au blairisme est partie former le mouvement des Verts et de gauche en 1999. Les Verts islandais (3000 adhérents) sont également contre l'adhésion à l'Union européenne. Avec 14 % aux élections de 2007, c'était la principale force d'opposition. Son chef, Steingrímur J. Sigfússon, est le nouveau ministre des finances, ce qui devrait augurer d'un sérieux coup de barre à gauche.

Pierre Kanuty

que constate face à la crise, les solutions, même les plus pragmatiques incluent le retour de la puissance publique et une plus grande régulation de l'économie ainsi qu'une «moralisation» de la finance...

Le sous-titre, «périls et promesses de la nouvelle ère de l'Etat maximal» souligne que le journal n'applaudit pas forcément des deux mains à cette nouvelle donne. Jon Meacham and Evan Thomas, le confessent : les États-Unis sont un pays de centre droit où une administration républicaine a choisi de nationaliser une partie du secteur bancaire. Pour eux, l'économie américaine s'europeanise de plus en plus - ce qui semble déjà être du socialisme à leurs yeux. La dépense publique a augmenté et l'ironie, notent-ils c'est que ce tournant vient de George W. Bush lui-même...

# Communiqués de presse

## Situation au Sri Lanka

Alors que l'armée sri lankaise est en train d'investir le dernier réduit des Tigres Tamouls dans le Nord de l'île, la Croix-Rouge fait état de centaines de morts parmi les civils. Il est urgent de décréter un cessez-le-feu pour que les civils piégés dans les zones de combats puissent les quitter et le CICR puisse venir en aide aux blessés.

Le Parti socialiste tient à réaffirmer avec vigueur qu'une paix durable dans ce conflit ne pourra être gagnée que par le biais d'un processus politique. Cela passe par des négociations entre LTTE et le gouvernement du Sri Lanka pour arriver à un accord qui sera considéré comme légitime par les Tamouls pour mettre fin à ce conflit sanglant vieux de plus d'un quart de siècle. Cela passe notamment par une application des dispositions constitutionnelles qui confèrent des pouvoirs aux assemblées locales élues dans les provinces du Nord et de l'Est à majorité tamoule.

Le Parti socialiste demande aux quatre médiateurs dans ce conflit, Etats-Unis, Union européenne, Japon et Norvège, de prendre des initiatives auprès des deux parties pour faire cesser les affrontements et engager des discussions politiques.

## Madagascar : pour un dialogue politique

Le Parti socialiste déplore et condamne les tentatives de s'extraire du cadre constitutionnel pour imposer un changement de régime à Madagascar et les violences contre les populations. La crise économique, profonde, la crise sociale, réelle, et la crise politique, manifeste depuis la dernière modification de la Constitution, ne doivent pas faire oublier l'absence de fondement légal de la transition proposée par le maire d'Antananarivo.

Le Parti socialiste invite au calme les partisans des deux principaux protagonistes de la crise et appelle au dialogue entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina pour sortir du blocage actuel. Au plan politique, la forte présidentialisation du régime découlant de la récente révision de la constitution puis la victoire, certes massive mais contestée, du parti présidentiel aux dernières élections législatives ont conduit à une concentration des pouvoirs qui semble aujourd'hui provoquer de fortes résistances dans le pays. Tout ceci confirme le caractère nécessaire d'échanges politiques entre partis et forces vives du pays, dans l'intérêt de sa population.

Enfin, le Parti socialiste manifeste toute sa solidarité auprès des ressortissants français vivant à Madagascar.

## Informations pratiques

Dans le but de la mise à jour de nos fichiers, nous voudrions avoir les noms et les coordonnées des camarades en charge des questions internationales et européennes dans chaque fédération. Ces informations doivent être adressées à [interps@parti-socialiste.fr](mailto:interps@parti-socialiste.fr)

## Colombie

Quatre militaires et deux élus politiques, otages des FARC, certains depuis plus de sept ans, ont été relâchés ces derniers jours. Le Parti socialiste se réjouit de ces libérations gérées par la Croix-Rouge, le Brésil et la sénatrice Piedad Cordoba.

Le Parti socialiste condamne de façon résolue les prises d'otages et rappelle que plusieurs centaines d'autres personnes restent aux mains de la guérilla.

## Pour l'indépendance de la politique étrangère de la France

Le Parti socialiste rappelle son attachement prioritaire à la construction d'une politique européenne de sécurité et de défense disposant d'une réelle autonomie et conforme à ses valeurs.

À quelques semaines du Sommet de l'OTAN à Strasbourg, le Président de la République vient de confirmer sa décision d'un retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN.

La France a préservé depuis 40 ans une position particulière sur la scène internationale, alliée des États-Unis mais pas alignée, lui conférant un rôle singulier dans le dialogue multilatéral et la préservation de la paix. Rien ne justifie à nos yeux une telle décision du Président de la République, prise sans débat, alors qu'elle ébranle les fondements de la politique étrangère française.

Aucune explication recevable n'est apportée sur l'intérêt pour la France de ce retour. Les conditions et contreparties de cette réintégration ne sont pas plus connues. Ce retour s'effectue dans un contexte où 60 ans après sa création, les objectifs et le mode de gouvernance de l'OTAN méritent d'être clarifiés ainsi que son champ géographique et la nature de ses actions qui ont été étendues. Enfin, cette décision ne s'accompagne d'aucune avancée de l'Europe de la Défense, pourtant annoncée comme priorité de la Présidence française de l'Union européenne.

Devant la gravité de cette décision pour notre pays qui remet en cause la position défendue depuis 1966, le Parti socialiste demande au Président de la République de revenir sur sa décision unilatérale. En tout état de cause, un débat parlementaire sur ces questions suivi d'un vote s'impose avant le début du mois d'avril.